



RESISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas !

Numéro 24 Mars 2005

Le mot de la Présidente

Après une fin d'hiver particulièrement rigoureuse, le printemps arrive à grands pas avec ses bourgeons et son ciel bleu. Est-ce pour cette raison que les salariés du public comme du privé, dont d'aucuns se plaisaient à souligner l'apathie il n'y a pas si longtemps, ont participé si massivement aux grèves et manifestations de ces dernières semaines pour défendre l'emploi et revendiquer une hausse des salaires ?

Est-ce pour cette raison que le gouvernement, hier encore si fermement arc-bouté sur la ligne bleue des baisses d'impôts et de la réduction du déficit, se découvre soudain la fibre sociale et trouve tout à coup des possibilités pour augmenter les salaires de la fonction publique et inciter les entreprises privées à en faire autant ?

N'est-ce pas plutôt la crainte que suscite pour la classe dirigeante l'échéance du référendum du 29 mai qui rend soudain chacun si fébrile ?

Il est vrai que, sondage après sondage, le camp du non à la constitution européenne ne cesse de marquer des points. Il apparaît de plus en plus clairement que l'électorat traditionnel de la gauche penche pour le non, au grand dam des partisans du oui au sein du PS qui ne savent plus à quel saint se vouer ou à quel mensonge s'accrocher pour tenter de faire croire que l'on peut voter pour la constitution libérale et être pour le progrès social. Le débat autour de la directive Bolkestein arrive, malheureusement pour eux, à point nommé pour faire comprendre à ceux qui auraient pu se laisser convaincre par ce discours quel est le véritable enjeu.

Certes, d'ici au 29 mai, le chemin est encore long pour parvenir à convaincre une majorité de nos concitoyens de dire non à ce traité Giscard, comme ils ont dit non à ce même Giscard en 1981, en portant François Mitterrand au pouvoir. Mais la tâche n'apparaît pas insurmontable, comme le montre un récent sondage qui place pour la première fois le Non en tête. Quel que soit le résultat, ce traité aura au moins eu un mérite : celui d'avoir permis qu'un débat s'instaure à gauche et que militants syndicalistes, politiques, associatifs recommencent à se parler et à se battre ensemble. Ce n'est qu'un premier pas mais qui en appellera d'autres, surtout si, comme nous l'espérons, le traité n'est pas adopté. Le succès de notre appel aux syndicalistes, d'ores et déjà signé par de nombreux militants syndicaux, montre que le travail que nous avons entrepris à Résistance Sociale rencontre un écho certain. Raison de plus pour persévérer et nous faire connaître encore davantage.

Marinette BACHE

SOLIDARITE INTERNATIONALE.

Par Emilie KERDUJAL

Belgique

Le 11 mars, le conflit qui paralyse le site d'AGC Automotive (ex-Splintex) à Fleurus a atteint son 100^{ème} jour. A l'origine du mouvement, l'annonce de la suppression de 284 emplois dans cette verrerie de la région de Charleroi, où l'industrie du verre s'est réduite comme une peau de chagrin.

Québec

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ), le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) et le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), ont convenu le 1^{er} mars d'unir leurs forces au sein d'une nouvelle structure commune, le Secrétariat intersyndical des services publics. L'objectif de l'alliance est de mieux coordonner la démarche des syndicats et d'accroître le rapport de force avec le gouvernement.

Etats-Unis

Général Motors a annoncé le 8 mars la suppression de 3000 emplois dans son usine de Lansing (Michigan) qui assemble des Chevrolet et des Pontiac dont la commercialisation va être arrêtée.

Italie

Le 8 mars, les salariés du textile ont fait grève pour obtenir une relance de leur secteur et dénoncer les suppressions d'emplois consécutives à la concurrence des pays asiatiques et de la Chine en particulier. En 2003, le textile employait 570 000 salariés en Italie et le secteur a perdu 50 000 personnes au cours des deux dernières années selon le syndicat Filtea-CGIL.

Japon

La compagnie aérienne **Japan Airlines** annonce la suppression de 6000 emplois dans les deux prochaines années.

Grèce :

Le 28 février, le personnel des banques publiques grecques a fait grève pour la troisième fois en un mois. Les syndicats demandent la création d'une caisse d'assurance sociale commune à toutes les banques, alors que le gouvernement prévoit une réforme visant à aligner leur régime sur le régime général.

Allemagne :

9500 suppressions d'emplois ont été annoncées chez **Opel**. Ces suppressions d'emplois devraient se faire sans licenciements secs et devraient se traduire par le départ « volontaire » de 6000 employés au cours des trois prochaines années et des solutions alternatives pour 3500 autres.

De son côté, La deuxième banque privée **HypoVereinsbank** (HVB) a annoncé la suppression de 2000 à 2400 emplois en 2005 en raison de difficultés financières. Ces suppressions d'emplois s'ajoutent aux 5500 annoncées en février par Deutsche Bank. Mille salariés de **Delphi**, entreprise américaine d'automobiles, soit le quart du personnel, ont eux accepté de travailler 44 heures par semaine sans compensation salariale en échange de la sauvegarde de l'emploi.

Suisse

A l'appel des trois syndicats FSF, SUD et SSP, les fonctionnaires vaudois ont défilé à Lausanne le 16 mars 2005 contre les mesures proposées par le gouvernement qui visent à atteindre un taux de couverture de 75 % pour la caisse de pensions de l'Etat de Vaud en 15 ans, comme décidé l'an dernier par le parlement. Dans son projet, le canton propose notamment de supprimer le pont entre la retraite anticipée et l'AVS et d'augmenter la durée de cotisation, soit de travailler deux ans et demi de plus. L'indexation des rentes serait aussi limitée pour les retraités, comme c'est déjà le cas depuis deux ans. Autre point contesté, la suppression de la retraite anticipée à 57 ans pour les instituteurs, les policiers, les agents pénitentiaires et les infirmières.

PLACE AU DEBAT

Constitution Européenne : toutes les raisons de voter OUI ! Si, Si ! Lisez !!!

Par Ernestine Poivre

Vous voulez :

1/ que les capitaux et les marchandises aient autant sinon plus de liberté que les êtres humains ? (art. I-2) Alors votez oui !

2/ que la liberté du travail soit une valeur de l'Europe mais pas le droit **au** travail, ni le droit **du** travail ? (art. II-75) Alors, votez oui !

3/ que la création d'un marché libre soit un objectif de l'Europe mais pas le plein emploi sauf s'il ne « fausse pas la concurrence » ? Alors votez oui !

4/ que la première chose à sauver, en cas de crise sociale ou de guerre, soit « le fonctionnement du marché » ? (art.III-131) Alors votez oui !

5/ que la banque centrale européenne de Francfort, hors de tout contrôle, fasse crédit aux spéculateurs mais pas aux Etats qui voudraient relancer l'emploi ? (art. III-181) Alors votez oui !

6/ qu'un pays en récession soit pénalisé une deuxième fois par une sanction financière imposée par les autres Etats ? (art.III-184) Alors votez oui !

7/ que le moins disant fiscal se généralise dans toute l'Europe, car il faut baisser les allocations chômage et les impôts des riches ? (art.III-171) Alors votez oui !

8/ que les droits sociaux soient abandonnés à la « nécessité de maintenir la compétitivité » ? (art. III-209) Alors votez oui !

9/ que le droit de grève soit enfin reconnu pour les... employeurs ? (art. II -88) Alors votez oui !

10/ que la durée maximale du travail passe de 48h à 65h par semaine ? (directive temps de travail) Alors votez oui !

11/ que toute harmonisation des rémunérations, du droit d'association, du droit de grève, soit exclue ? (art. III-210) Alors votez oui !

12/ qu'une entreprise de services ne soit soumise qu'à la législation de son pays d'origine en matière de droit du travail, de normes environnementales ou de protection des consommateurs ? (directive services dite BOLKESTEIN) Alors votez oui !

13/ que les « services publics » soient remplacés par des « services d'intérêt économique général » soumis à la concurrence et à la privatisation (art. III-145)? Alors votez oui !

14/ que la constitution européenne soit une copie des accords AGCS qui prévoient la privatisation de l'éducation et de la santé. Alors votez oui !

15/ que les transports, l'énergie et les télécommunications soient privatisés ? (art. III-246 et III-256) Alors votez oui !

16/ que la moitié des bureaux de poste soient fermés au nom de la « libéralisation des services » ? (art. III-148) Alors votez oui !

17/ que toute aide des Etats aux services qui subsisterait encore soit interdite ? (art. III-167) Alors votez oui !

18/ que les politiques des Etats soient exclusivement libérales et ne soient déterminées que par la Constitution et non par les choix des citoyens ? (titre III en entier) Alors votez oui !

19/ que le principe de la laïcité soit absent de la Constitution ? (art.I-51) Alors votez oui !

20/ que la séparation des églises et des Etats soit remplacée par la possibilité d'exprimer publiquement ses convictions religieuses ? (art.- II-10) Alors votez oui !

21/ que la défense de l'Europe et ses interventions extérieures soient inféodées à l'OTAN ? (art.I-41) Alors votez oui !

22/ que la reconnaissance de l'égalité entre les hommes et les femmes soit renvoyée à l'adoption à l'unanimité d'une loi future par des Etats dont certains rendent illégal l'avortement ? (art.III-124) Alors votez oui !

23/ que le droit de se marier et de créer une famille soit reconnu mais pas celui de divorcer ? (art.II-69) Alors votez oui !

Vous avez aimé la réforme des retraites ? Vous avez adoré celle de l'assurance-maladie ? Vous devriez vous pâmer devant la Constitution libérale !

ACTUALITE SOCIALE

18 jours de grève à La Poste

En grève depuis le 1^{er} mars, les postiers des Bouches du Rhône ont manifesté le 14 mars pour obtenir la poursuite de négociations avec leur direction sur la réorganisation de la distribution du courrier et des augmentations de salaires. La grève, qui s'est achevée le 18 mars, après un accord entre les syndicats et la direction, touchait 35 centres de distribution sur les 50 que compte le département.

Unicor : 216 emplois supprimés dans le Nord et le Pas de Calais

Le 28 février, une manifestation a rassemblé un millier de personnes qui protestaient contre les suppressions d'emplois prévues dans le Nord à Auby

et à Calais chez Unicor, entreprise belge de production de zinc, qui a pourtant annoncé des profits records en 2004.

IBM France : 2000 à 2500 emplois menacés

Le 8 mars à l'occasion d'un comité d'entreprise la direction d'IBM France a annoncé un plan social qui pourrait se traduire par la suppression de plus de 2000 emplois sur les 11000 que compte la multinationale en France.

Conforama : un magasin sur 6 en grève

Le 12 mars, 440 employés de 23 magasins sur les 9000 (et 150 magasins) que compte l'entreprise

étaient en grève à l'appel des syndicats CGT, FO et CFDT pour demander une augmentation des salaires

SNCF : des cheminots manifestent contre la "casse de l'emploi"

Des cheminots, à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, CFTC, Sud-Rail et UNSA de la région Languedoc-Roussillon, ont manifesté le 1^{er} mars devant la direction régionale de la SNCF à Montpellier pour dénoncer la suppression en trois ans de 452 emplois de cheminots soit près de 8% de l'effectif de la région.

Nouvelles Galeries : 5 magasins fermés

Le groupe des Galeries Lafayette a annoncé la fermeture définitive des magasins de Châteauroux (Indre), Epernay (Marne), Thionville (Moselle), Saint-Étienne (Loire) et Montargis (Loiret), qui se traduit par la suppression de 160 à 180 emplois. Une décision prise malgré les solutions alternatives proposées par les élus du comité d'entreprise, persuadés que 3 des 5 magasins auraient pu être sauvés.

RIONS UN PEU

Optimisation façon MEDEF

Par Jean-Pierre BOURGERON

Un président de société reçoit en cadeau un billet d'entrée pour une représentation de la Symphonie Inachevée de Schubert. Ne pouvant s'y rendre, il passe l'invitation à Didier G., son Directeur des Ressources Humaines. Seule condition, que le DRH lui fasse un mémo sur la qualité du concert.

Le lendemain matin, le président trouve sur son bureau le rapport de Didier G., le DRH :

« 1 - les quatre joueurs de hautbois demeurent inactifs pendant des périodes considérables. Il convient donc de réduire leur nombre et de répartir leur travail sur l'ensemble de la symphonie, de manière à réduire les pointes d'inactivité.

2 - les douze violons jouent tous des notes identiques. Cette duplication excessive semblant inutile, il serait bon de réduire de manière drastique l'effectif de cette section

de l'orchestre. Si l'on doit produire un son de volume élevé, il serait possible de l'obtenir par le biais d'un amplificateur électronique.

3 - l'orchestre consacre un effort considérable à la production de triples croches. Il semble que cela constitue un raffinement excessif, et il est recommandé d'arrondir toutes les notes à la double croche la plus proche. En procédant de la sorte, il devrait être possible d'utiliser des stagiaires et des opérateurs peu qualifiés.

4 - la répétition par les cors du passage déjà exécuté par les cordes ne présente aucune nécessité. Si tous les passages redondants de ce type étaient éliminés, il serait possible de réduire la durée du concert de deux heures à vingt minutes.

Nous pouvons conclure, Monsieur le Président, que si Schubert avait prêté attention à ces remarques, il aurait été en mesure d'achever sa symphonie. Didier G.DRH »

LES COMMUNIQUES DE GEORGES SARRE

Total : entreprise irresponsable

Communiqué du 17 mars

Le 16 mars 2005, le personnel d'Arkéma, et des élus des Alpes de Haute Provence (dont José Esquinez, maire MRC de Château-Arnoux-Saint-Auban) étaient devant le siège d'Arkema à Paris-La Défense, pour protester contre la suppression de plus de la moitié des emplois à l'usine Arkema de Saint-Auban.

J'apporte mon soutien aux travailleurs d'Arkéma ainsi qu'aux 200 maires des Alpes-de-Haute-Provence qui ont entamé, le 21 février, une grève des commissions administratives pour protester contre le projet de suppression de plus de la moitié des emplois à l'usine Arkema (groupe Total) de Saint-Auban.

Les suppressions d'emplois annoncées (380 sur les 713 de l'usine des Alpes-de-Haute-Provence), sont inadmissibles. Elles sont dramatiques, tant sur un plan social que sur un plan territorial.

Je demande que soit étudiée la viabilité des contre-propositions de l'intersyndicale. La décision de supprimer trois ateliers de production est d'autant plus choquante que la maison mère Total a réalisé en 2004, un bénéfice de 9,04 milliards d'euros, en hausse de 23% par rapport à 2003 !

Directive Bolkestein : la vérité éclate !

Communiqué du 15 mars

Le débat et le vote qui ont lieu en ce moment à l'Assemblée nationale sur le projet de directive Bolkestein sont les révélateurs du comportement des forces politiques favorables au « oui ».

Le texte de directive « services » - dit Bolkestein - a été adopté par le Conseil européen avec l'aval du gouvernement français et de Madame Noëlle Lenoir, alors Ministre des Affaires européennes. Un silence pesant a ensuite entouré le processus d'adoption de cette directive.

C'est l'étape de la mise en œuvre qui s'est heurtée à un écueil : le référendum français sur la « Constitution européenne ». La directive Bolkestein n'est en débat que parce que les Français sont consultés sur le projet de « Constitution européenne », dont la directive « Services » - dite Bolkestein est un élément avant-gardiste. Le traité est le plat de résistance, quand cette directive n'est qu'un amuse gueule.

Nous assistons à une crise de peur panique des partisans du « OUI » qui, saisis d'effroi, voient leurs masques tomber et leur complicité coupable affichée aux yeux des citoyens.

Enfin la vérité apparaît, le ballet des hypocrites peut prendre fin le 29 mai prochain avec le rejet du monstre juridique qu'est la « Constitution européenne ». En votant « NON », les Français ne voteront pas contre l'Europe, ils se prononceront clairement pour la justice sociale, pour l'emploi, pour remise à plat de l'Europe.

AVEZ-VOUS REMARQUE ?

LE CHOMAGE AU PLUS HAUT, LES SALAIRES DES PATRONS ET LES PROFITS DES ENTREPRISES AUSSI ...

Selon les dernières statistiques du chômage, celui-ci a atteint à nouveau plus de 10% de la population active en février. Cette augmentation continue depuis l'arrivée de la droite au pouvoir n'est pas prête de s'arrêter : malgré les assurances du gouvernement, les dernières mesures prises comme la remise en

cause des 35 heures et l'augmentation du nombre d'heures supplémentaires vont encore l'aggraver, alors qu'on nous annonce que la croissance ne créera aucun emploi cette année. Et pendant ce temps là, les salaires des patrons et les profits des entreprises ne cessent d'augmenter. Hasard ou conséquence ?

COUP DE GUEULE

Arrêtez de nous prendre pour des imbéciles !

Par Béatrice Durand

Assise tranquillement dans mon fauteuil, je regarde comme tous les soirs le journal télévisé. Aujourd'hui, le journaliste annonce le départ de Bercy de Monsieur GAYMARD, trop amoureux des grands espaces. 600 mètres carrés de loyer payés par les contribuables, il est vrai que ça fait désordre pour un ministre qui appelle aux restrictions budgétaires Mais, plus loin dans le journal, voilà qu'on nous annonce que le nouveau patron de Bercy sera Monsieur BRETON, paré de toutes les vertus. Celui-ci nous est présenté comme le sauveur de France

Télécom, et de Thomson. Ah bon ! Vendre une entreprise publique en pièces détachées comme si elle était une vieille voiture pour que cela rapporte plus aux actionnaires, c'est le meilleur moyen de la sauver ? Qu'attendent donc les médecins pour appliquer ce remède à leurs malades ? « Vous avez une grippe ? Rassurez-vous, je vais vous enlever un poumon, après vous vous porterez mieux. » Mais de qui se moque-t-on ? Dire que France Télécom se porte mieux après le passage de Monsieur BRETON me rend furieuse. Nul doute que lui-même en a tiré

bénéfice avec un salaire de 140 000 euros par mois et quelques royalties par ci par là. Mais que dire de l'entreprise, hier encore fleuron de nos services publics, aujourd'hui soumise à toutes les concurrences ? Que dire des usagers dont l'abonnement ne cesse d'augmenter et qui vont bientôt perdre l'accès au 12 ? Comment peut-on se féliciter de voir vendue une part importante du patrimoine de notre pays pour faire plaisir à quelques actionnaires afin qu'ils s'enrichissent encore plus ? Et pendant ce temps là, des salariés de cet ancien service public, qui rament pour préserver ce qu'il en reste, au lieu de vendre un accès Internet à haut débit à une personne âgée de 90 ans qui n'en a rien à faire,

sont envoyés en stage parce qu'ils n'ont rien compris à leur mission ! J'en ai assez d'entendre vanter les chantres de ce libéralisme et de cette libre concurrence qui signifie toujours plus de chômage et de misère pendant qu'une petite oligarchie s'engraisse sans vergogne, servie par des journalistes plus préoccupés par leur confort personnel que par le sens de leur métier. Heureusement, les Français sont moins bêtes que certains ne le croient.

Mesdames et messieurs les journalistes et les gouvernants, si vous voulez que l'on vous fasse confiance, cessez de nous prendre pour des imbéciles !!!

Vous aussi agissez pour le non à la Constitution européenne ! Adhérez à Résistance Sociale !!!

Le bulletin Résistance Sociale
est une publication de RESO
Association loi 1901

Siège social :

57 bd de Ménilmontant 75011 PARIS

Pour nous écrire :

5 place Georges Brassens
78260 ACHERES

Tel : 01 48 06 34 97

Portable : 06 74 79 05 10

Présidente de RESO et directrice de
la publication : Marinette BACHE

Commission paritaire en cours

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

j' adhère à Résistance Sociale et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RESO 5 place Georges Brassens 78260 ACHERES (chèque
à l'ordre de Résistance Sociale)